

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.887/2
DU 17 MARS 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 18 février 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "relatif au certificat et à la formation de plongeur pour les membres des services publics de secours", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Certaines dispositions du projet d'arrêté ministériel examiné reproduisent ou paraphrasent des règles qui figurent déjà dans l'arrêté royal du 8 avril 2003 relatif à la formation des membres des services publics de secours (ci-après dénommé : l'arrêté royal du 8 avril 2003). Comme la section de législation l'a souvent rappelé, un tel procédé n'est pas admissible ¹.

L'observation concerne :

- l'article 8 du projet qui reproduit l'article 21 de l'arrêté royal du 8 avril 2003;
- l'article 9 du projet qui reproduit l'article 23 de l'arrêté royal du 8 avril 2003;
- l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, du projet qui se borne à confirmer une règle qui se déduit déjà de l'article 44 de l'arrêté royal du 8 avril 2003 ².

Ces dispositions doivent par conséquent être omises.

(1) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 80.

(2) Dans cet alinéa, les mots "et au moins les six dixièmes des points à l'examen" sont en tout état de cause inutiles : un candidat ayant obtenu les six dixièmes des points à chacune des parties d'un examen obtient forcément "au moins les six dixièmes des points à l'examen".

Observations particulières

Préambule

1. Lorsque, comme en l'espèce, un arrêté ministériel se fonde directement sur les articles d'un arrêté royal qui trouvent eux-mêmes leur fondement dans les articles d'un acte législatif, son préambule doit citer l'acte législatif et les articles de celui-ci qui constituent le fondement de l'arrêté royal ainsi que l'arrêté royal et les articles de celui-ci qui constituent le fondement de l'arrêté ministériel.

Par conséquent, il convient de mentionner, dans un alinéa 1^{er} nouveau, les articles 2 et 9 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

2. À l'alinéa 1^{er}, devenant l'alinéa 2, il faut également mentionner les articles 20 et 41 de l'arrêté royal du 8 avril 2003.

3. L'alinéa 2 doit être omis car l'arrêté royal qu'il mentionne ne procure pas de fondement juridique à l'arrêté ministériel en projet.

4. À l'alinéa 7, il faut mentionner le numéro du protocole concerné, à savoir le 166/3.

5. L'alinéa 8 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 47.887/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 mars 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;"

.../...

Dispositif

Article 3

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier l'assimilation qui est faite entre la réussite du "Module I" et la possession du "brevet de deux étoiles de la Confédération Mondiale des Activités subaquatiques (CMAS)", en vue de l'inscription du "Module II".

Article 13

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots "à dater de la délibération qui clôture les examens" devraient être remplacés par les mots "à dater de la délibération qui clôture l'examen relatif au dernier module de la formation".

2. À l'alinéa 2, si l'intention est de prolonger automatiquement la durée de validité des certificats lorsque les deux conditions visées sont remplies, il faut, dans la phrase liminaire de l'alinéa, écrire "est prolongée" plutôt que "peut être prolongée". Si, par contre, l'auteur du projet souhaite laisser une marge d'appréciation à l'autorité compétente même lorsque les deux conditions sont remplies, il convient de déterminer les critères que celle-ci devra mettre en oeuvre pour décider de la prolongation de la validité du certificat. Par ailleurs, il faut aussi compléter l'alinéa en indiquant par qui la durée de validité du certificat est prolongée.

Article 14

1. Il faut déterminer qui délivre le certificat de plongeur dans les hypothèses visées à l'article 14.

2. En tant que le paragraphe 2 se réfère au "brevet deux étoiles de la Confédération Mondiale des Activités subaquatiques (CMAS)", il est *mutatis mutandis* renvoyé à l'observation formulée sous l'article 3.

3. Au paragraphe 2, 2/ et 3/, l'auteur du projet doit, compte tenu de l'objet de la règle envisagée, être en mesure de justifier la pertinence de la référence faite à la date du 5 février 2006.

4. L'auteur du projet s'assurera que la date du 31 août 2010 reprise au paragraphe 2, 4/, restera suffisamment éloignée de la date de publication du projet afin de ne pas rendre exagérément difficile l'accomplissement de la condition concernée.

5. Au paragraphe 2, 4/, il n'apparaît pas clairement si les mots "l'examen pratique du module II" renvoient aux exercices pratiques en piscine et en eaux extérieures visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2/ et 3/, du projet ou uniquement aux exercices pratiques en piscine visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2/. L'ambiguïté naît de ce que, à l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, du projet, il est question d'un "examen pratique" et d'un "examen des exercices pratiques en eaux extérieures", le premier renvoyant à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2/, et le second à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3/.

La disposition examinée doit être clarifiée sur ce point.

Article 15

Il résulte de l'article 15 en projet que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

.../...

Examen des annexes

Annexe 1

1. Dans le premier alinéa du texte français, il convient, comme dans la version néerlandaise, d'écrire "responsable du stage" et non "responsable du terrain de stage".

2. Dans le troisième alinéa, le texte entre parenthèses doit, dans la version française, être rédigé comme suit : "s'il y en a eu un".

Dans la version néerlandaise, le texte entre parenthèse doit être rédigé comme suit : "indien er geweest zijn".

3. Dans le dernier alinéa, les mentions devraient plutôt être "réussi" et "raté" que "favorable" et "défavorable".

4. L'annexe doit être signée par la Ministre de l'Intérieur.

Annexe 2

1. Dans la version française de l'intitulé et dans la suite de l'annexe, compte tenu de l'article 6, 4/, du projet, les mots "épreuves d'entrées" doivent être remplacés par les mots "épreuves d'admission".

2. L'annexe doit être signée par la Ministre de l'Intérieur.

Observations de forme

Le texte néerlandais du projet devrait être revu à fond du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond faites ci-dessus que sont faites, à titre d'exemple, les propositions de texte suivantes :

Article 1^{er}

Il faudrait écrire "organen" au lieu de "organismen". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 4

Il faudrait écrire "geslaagd voor" au lieu de "geslaagd in". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 5

Il faudrait écrire "algemene beoordeling" au lieu de "globale beoordeling". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 6

Au point 2/ il faudrait écrire "in het bezit zijn van" au lieu de "genieten van". Au point 4/ il faudrait écrire "toelatingsproef" au lieu de "ingangsproof". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 12

Il faudrait écrire "een getuigschrift van duiker", comme à l'article 13.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. de LEVAL,	assesseurs de la section de législation,
Madame	A. WEYEMBERGH,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Les rapports ont été présentés par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.887/2
VAN 17 MAART 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 18 februari 2010 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende het getuigschrift en de opleiding van duiker voor de leden van de openbare hulpdiensten", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Sommige bepalingen van het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit zijn een reproductie of parafrase van regels die al staan in het koninklijk besluit van 8 april 2003 betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten (hierna te noemen : het koninklijk besluit van 8 april 2003). De afdeling Wetgeving heeft er al meermaals op gewezen dat een zodanige werkwijze niet aanvaardbaar is ¹.

De opmerking heeft betrekking op :

- artikel 8 van het ontwerp, dat artikel 21 van het koninklijk besluit van 8 april 2003 overneemt;
- artikel 9 van het ontwerp, dat artikel 23 van het koninklijk besluit van 8 april 2003 overneemt;
- artikel 11, § 1, tweede lid, van het ontwerp, dat zich ertoe bepaalt een regel weer te geven die reeds volgt uit artikel 44 van het koninklijk besluit van 8 april 2003 ².

Deze bepalingen moeten bijgevolg vervallen.

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 80.

(2) In dat lid zijn de woorden "en minstens zes tienden van de punten voor het examen" hoe dan ook zinloos : een kandidaat die zes tiende van de punten heeft behaald voor elk examengedeelte behaalt uiteraard "ten minste zes tienden [lees : zes tiende] van de punten voor het examen".

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Wanneer, zoals in casu, een ministerieel besluit rechtsreeks steunt op de artikelen van een koninklijk besluit die zelf hun rechtsgrond ontleen aan artikelen van een wetgevende handeling, moeten in de aanhef ervan de wetgevende handeling en de artikelen daarvan die de rechtsgrond van het koninklijk besluit opleveren worden aangehaald, alsmede het koninklijk besluit en de artikelen ervan die de rechtsgrond van het ministerieel besluit vormen.

Bijgevolg dienen in een nieuw eerste lid dienen bijgevolg de artikelen 2 en 9 van de wet van 31 maart 1963 betreffende de civiele bescherming te worden vermeld.

2. In het eerste lid, dat het tweede lid wordt, behoort ook melding te worden gemaakt van de artikelen 20 en 41 van het koninklijk besluit van 8 april 2003.

3. Het tweede lid moet vervallen, daar het koninklijk besluit dat erin wordt vermeld geen rechtsgrond oplevert voor het ontworpen ministerieel besluit.

4. In het zevende lid dient het nummer van het betrokken protocol te worden vermeld, namelijk 166/3.

5. Het achtste lid moet geredigeerd worden als volgt :

"Gelet op advies 47.887/2 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;"

.../...

Dispositief

Artikel 3

De steller van het ontwerp moet de gelijkstelling kunnen wettigen van het slagen voor "module I" en het bezit van het "tweesterrenbrevet van de wereldconfederatie van onderwateractiviteiten (CMAS)" met het oog op de inschrijving voor "module II".

Artikel 13

1. In het eerste lid zouden de woorden "vanaf de deliberatie die de examens afsluit" vervangen moeten worden door de woorden "vanaf de deliberatie die het examen over de laatste module van de opleiding afsluit".

2. In het tweede lid moet, als het de bedoeling is de geldigheidsduur van de getuigschriften automatisch te verlengen wanneer beide vermelde voorwaarden zijn vervuld, in de inleidende zin van het lid "wordt verlengd" worden geschreven in plaats van "kan worden verlengd". Indien daarentegen de steller van het ontwerp beoordelingsruimte wenst te laten aan de bevoegde overheid, zelfs wanneer beide voorwaarden zijn vervuld, dienen de criteria te worden vastgesteld aan de hand waarvan deze overheid kan beslissen over de verlenging van de geldigheid van het getuigschrift. Het lid moet bovendien worden aangevuld door te vermelden wie de geldigheidsduur van het getuigschrift verlengt.

Artikel 14

1. Er dient te worden bepaald wie het getuigschrift van duiker afgeeft in de gevallen vermeld in artikel 14.

2. In zoverre in paragraaf 2 wordt verwezen naar het "tweesterrenbrevet van de wereldconfederatie van onderwateractiviteiten (CMAS), wordt *mutatis mutandis* verwezen naar de opmerking gemaakt onder artikel 3.

3. In paragraaf 2, 2/ en 3/, moet de steller van het ontwerp, gelet op het doel van de ontworpen regel, de relevantie kunnen wettigen van de verwijzing naar de datum van 5 februari 2006.

4. De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat de datum van 31 augustus 2010, die wordt vermeld in paragraaf 2, 4/, ver genoeg af zal liggen van de datum van bekendmaking van het ontwerp, om het vervullen van de betreffende voorwaarde niet overdreven moeilijk te maken.

5. In paragraaf 2, 4/, is het niet duidelijk of de woorden "het praktisch examen van module II" verwijzen naar de praktische oefeningen in het zwembad en in open water, genoemd in artikel 5, eerste lid, 2/ en 3/, van het ontwerp, dan wel alleen naar de praktische oefeningen in het zwembad, genoemd in artikel 5, eerste lid, 2/. De onduidelijkheid ontstaat doordat in artikel 11, § 2, eerste lid, van het ontwerp sprake is van een "praktisch examen" en van een "examen van de oefeningen in open water", waarbij het eerste verwijst naar artikel 5, eerste lid, 2/, en het tweede naar artikel 5, eerste lid, 3/.

De voorliggende bepaling moet op dat punt worden verduidelijkt.

Artikel 15

Uit het ontworpen artikel 15 blijkt dat het besluit onmiddellijk in werking zal treden op de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Onderzoek van de bijlagen

Bijlage 1

1. In het eerste lid van de Franse tekst schrijve men, zoals in de Nederlandse versie, "responsable du stage" en niet "responsable du terrain de stage".

2. In het derde lid moet de tekst tussen haakjes, in de Franse versie, gesteld worden als volgt : "s'il y en a eu un".

In de Nederlandse versie moet de tekst tussen haakjes gesteld worden als volgt : "indien er geweest zijn".

3. In het laatste lid zou het beter zijn de vermeldingen "geslaagd" en "niet geslaagd" te bezigen in plaats van "gunstig " en "ongunstig".

4. De bijlage moet worden ondertekend door de Minister van Binnenlandse Zaken.

.../...

Bijlage 2

1. In de Franse versie van het opschrift en verder in de bijlage moeten, gelet op artikel 6, 4/, van het ontwerp, de woorden "épreuves d'entrées" vervangen worden door de woorden "épreuves d'admission".

2. De bijlage moet worden ondertekend door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Vormopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou grondig herzien moeten worden uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de hierboven gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 1

Men schrijve "organen" i.p.v. "organismen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 4

Men schrijve "geslaagd voor" i.p.v. "geslaagd in". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 5

Geschreven moet worden "algemene beoordeling" i.p.v. "globale beoordeling". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 6

In onderdeel 2/ schrijve men "in het bezit zijn van", niet "genieten van"; in onderdeel 4/ schrijve men "toelatingsproef" i.p.v. "ingangsproof". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 12

Er zou geschreven moeten worden "een getuigschrift van duiker", zoals in artikel 13.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. de LEVAL,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	A. WEYEMBERGH,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS